

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 09 SEPTEMBRE 2008

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., BREUSE E.; SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L.,
ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE
C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

Monsieur Guy CAULIER est excusé.

La Présidente demande au Conseil Communal l'ajout d'un point supplémentaire (13bis) relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – avenant n°1 – approbation.

Monsieur MULLER cite le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et demande de procéder au vote pour ajouter le point 13bis à l'ordre du jour du Conseil Communal du 09 septembre 2008.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 15 voix pour et 4 abstentions l'ajout d'un point 13bis relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – avenant n°1 – approbation.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 17 JUIN 2008 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

Madame SENECAUT fait remarquer qu'il n'a pas été tenu compte des remarques qu'elle avait formulées au point n°17.

La Présidente déclare que le vote a eu lieu sur le projet présenté et que celui-ci a recueilli l'unanimité des voix.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 17 juin 2008 – partie publique.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 01 JUILLET 2008- PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 16 voix pour et 3 absentions, le procès-verbal de la séance du 01 juillet 2008 – partie publique

3. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01/09/2008 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 01 septembre 2008 : solde débiteur de 1.858.818,06€.

Mademoiselle Caroline MORCRETTE entre en séance.

4. FINANCES – MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES – FOURNITURES DE MOBILIER DE BUREAU – APPROBATION CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de remplacer le mobilier de bureau vieillissant de certains locaux administratifs du Château Communal;

Vu la réaffectation de certains locaux dans le cadre de la réorganisation des services administratifs;

Vu le Code wallon de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège Communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, §2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, §3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition de mobilier de bureau", le montant estimé s'élève à 3.113,91 € hors TVA ou 3.767,83 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Otto Office, Boîte postale 25 à 4680 Oupeye;
- JM Bruneau, Kortrijksesteenweg 410 à 9000 Gent;
- Lyreco, Rue du Fond des Fourches 20 à 4041 Vottem;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 104/74298.2008 approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 11 décembre 2007;

Attendu que le Collège Communal, réuni en séance du 25 août 2008, a approuvé le mode de passation du marché par procédure négociée sur facture acceptée et la liste des fournisseurs à consulter;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

Vu l'urgence de disposer du mobilier de bureau dans les meilleurs délais pour le bon fonctionnement des services administratifs;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE à l'unanimité de ratifier :

ARTICLE 1^{er}.

La décision du Collège Communal prise en séance du 28 août 2008 quant à l'application d'une procédure de marché sur le principe de la facture acceptée (<5.500 EUR HTVA).

ARTICLE 2.

La dépense consentie quant à l'acquisition de mobilier de bureau administratif pour un montant estimatif de 3.800 EUR TVAC au budget extraordinaire de l'exercice 2008.

ARTICLE 3.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

5. FINANCES – MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES – FOURNITURE DE MOBILIER SCOLAIRE POUR LES ECOLES FONDAMENTALES D'ERBISOEUL ET D'HERCHIES – APPROBATION CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER - RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le nombre d'enfants inscrits pour la rentrée scolaire 2008-2009 dans les diverses Ecoles Fondamentales de Jurbise;

Vu l'augmentation de la population scolaire de ces dernières années;

Attendu qu'il est urgent d'acquérir un minimum de mobilier pour accueillir les enfants pour la rentrée scolaire;

Considérant que le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 3.500,00 EUR HTVA;

Vu l'inscription budgétaire de 5.000,00 EUR à l'article 722/741-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2008 approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 11 décembre 2007;

Attendu que le Collège Communal, réuni en séance du 12 août 2008, a désigné la société Alvan au montant de 3.275,00 EUR HTVA pour livrer le matériel après consultation de fournisseurs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1122-30 et L1222-3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (MB du 18 octobre 1996);

Vu les prescriptions légales, en matière des marchés publics de fournitures et de services;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE à l'unanimité de ratifier :

ARTICLE 1^{er}.

La décision du Collège Communal prise en séance du 12 août 2008 relative à la désignation de la s.a Alvan au montant de 3.275,00 EUR HTVA pour livrer le mobilier scolaire auprès des écoles d'Erbisoeul et Herchies.

ARTICLE 2.

La décision du Collège Communal prise en séance du 12 août 2008 quant à l'application d'une procédure de marché sur le principe de la facture acceptée (< 5.500 EUR HTVA) pour l'acquisition de mobilier scolaire.

ARTICLE 3.

La dépense consentie au montant de 3.275,00 EUR HTVA (3.962,75 EUR TVAC) sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

ARTICLE 4.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

**6. FINANCES – DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET POUR LA
REALISATION D'UN CAHIER SPECIAL DES CHARGES RELATIF AU
RENOUVELLEMENT COMPLET DU SYSTEME DE CHAUFFAGE DU
CHATEAU COMMUNAL - RATIFICATION**

Monsieur MULLER fait remarquer qu'il faut lire : séance du Collège Communal du 14 juillet 2008 et non du 15 juillet 2008.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (MB du 18/10/1996);

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et intercommunales de la Région wallonne;

Vu la délibération du Conseil Communal du 11 décembre 2007 par laquelle le Conseil approuve l'adhésion à l'appel à projet concernant des travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du Château Communal, par le remplacement complet du système de chauffage actuel par un chauffage central avec chaudière au gaz à condensation auprès du Ministère de la Région Wallonne Direction Générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie Division de l'Energie Luat LE BA avenue Prince de Liège, 7 à 5100 JAMBES;

Attendu qu'en date du 26 juin 2008, le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial sur décision du Gouvernement Wallon a accordé une subvention d'un montant de 39.501 € à l'Administration Commune pour le renouvellement complet du chauffage;

Attendu que dans le cadre d'un appel à projet relatif au financement alternatif de certaines infrastructures de type « bâtiments », une étude sur la rénovation complète du Château Communal a été réalisée, en son temps, par un bureau d'architecture;

Attendu que le Conseil Communal en séance du 05 juin 2007, a approuvé les conditions du marché et le principe de la réalisation d'un marché de service auprès d'un bureau d'architecture pour la réalisation de l'étude précitée;

Vu la délibération du Collège Communal prise en séance du 04 juillet 2007, par laquelle le Collège Communal désigne la société Van Oost à Mouscron, représentée par Monsieur André Rochet, Architecte, pour accomplir l'étude et l'exécution des documents relatifs à la rénovation du Château Communal;

Attendu que la société Van Oost à Mouscron a travaillé avec la Sprl Actif-concept à Tournai, spécialisée dans le développement technologie en énergie, pour développer l'étude sur le système de chauffage le mieux adapté à l'infrastructure du bâtiment administratif;

Attendu que cette société ayant déjà étudié le bâtiment propose ses services à moindre coût;

Vu la nécessité de passer par un auteur de projet ayant la maîtrise technique des technologies en matière d'énergies;

Vu l'offre de prix de la Sprl Actif-Concept à Tournai au montant de 2.160,00 € HTVA pour l'établissement d'un cahier spécial des charges;

Attendu que le Collège Communal, en séance du 14 juillet 2008, a approuvé l'offre de la Sprl Actif Concept à Tournai pour la réalisation d'un cahier des charges relatif au renouvellement complet du système de chauffage du Château Communal et au suivi des travaux;

Vu l'urgence de disposer d'un système de chauffage adapté avant la saison froide;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE à l'unanimité de ratifier :

Article 1^{er} : La décision du Collège Communal prise en séance du 14 juillet 2008 quant à la désignation de la Sprl Actif-Concept à Tournai, au montant de 2.160,00 € HTVA, pour l'établissement d'un cahier spécial des charges relatif au remplacement du système de chauffage de la Maison Communale afin de maîtriser au mieux les nouvelles technologies en matière d'énergies.

Article 2 : La décision du Collège Communal prise en séance du 15 juillet 2008 quant à l'application d'une procédure de marché de service auteur de projet par facture acceptée.

Article 3 : La dépense consentie au montant de 2.160 € HTVA et de prévoir les crédits budgétaires en voie de modification budgétaire n°2 du budget communal exercice 2008.

Article 4 : De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

**7. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES – FOURNITURES DE
PLAQUES DE RUES POUR LES DIVERSES RUES DE L'ENTITE -
APPROBATION CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A
CONSULTER - APPROBATION**

Madame SENECAUT demande si le délai pour le dépôt des offres n'est pas trop court, vu l'obligation de transmettre ce marché à la Région Wallonne pour application de la tutelle générale.

La Présidente rétorque que toutes les dispositions sont prises pour la bonne réalisation de ce marché.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2007031 pour le marché ayant pour objet "Acquisition de plaques de rue";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition de plaques de rue", le montant estimé s'élève à 49.586,78 € hors TVA ou 60000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Dourphonie S.A., Rue de l'Industrie 5 à 7321 Harchies;
- Niezen Traffic S.A., Chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette;
- T.S.S (Trafic Signalisation Sécurité), Rue Defuisseaux 124 à 7333 Tertre,

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 42301/74152.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE d'approuver :

Par 16 voix pour, 3 voix contre(s), 1 abstention

Article 1er. - Le cahier des charges N° 2007031 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Acquisition de plaques de rue", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 49.586,78 € hors TVA ou 60.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Dourphonie S.A., Rue de l'Industrie 5 à 7321 Harchies;
- Niezen Traffic S.A., Chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette;
- T.S.S (Trafic Signalisation Sécurité), Rue Defuisseaux 124 à 7333 Tertre.

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 1 octobre 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 42301/74152.2008.

Article 6. - La présente délibération est exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. FINANCES – AUTEUR DE PROJET POUR L'AMENAGEMENT DES ANCIENNES CAVES DU CHATEAU COMMUNAL EN VESTIAIRES POUR LA PLAINE COMMUNALE DES SPORTS – APPROBATION CONDITIONS, MODE DE PASSATION – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que pour optimiser les infrastructures sportives dont dispose l'Administration Communale, il serait opportun de compléter les équipements sportifs par l'aménagement de vestiaires;

Attendu que le bâtiment administratif de l'Administration Communale, situé près des infrastructures sportives, dispose de caves aménageables en vestiaires;

Attendu que ce projet, étant le point final de l'aménagement des infrastructures sportives de l'Administration Communale, peut être subsidié dans le cadre du décret du 25 février 1999 modifié le 17 novembre 2005, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 modifié le 29 juin 2006 et de la Circulaire 2007/1 du 30 mars 2007;

Attendu que dans cette même Circulaire, il est demandé de présenter un dossier reprenant un projet de qualité et parfaitement étudié en fonction des besoins et pour ce faire de passer par des spécialistes afin de maîtriser au mieux les exigences des Pouvoirs subsidiaires;

Attendu qu'il sera d'usage de lancer une procédure de marché de service pour un appel à un auteur de projet pour élaborer un dossier complet suivant les prescriptions légales reprises dans la Circulaire du 30 mars 2007 du Ministère de la Région Wallonne – Direction des Pouvoirs Locaux Infraspports à Jambes;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que l'Administration Communale de Jurbise a établi un cahier des charges N° 38/2008 pour le marché ayant pour objet "Auteur de projet pour la transformation des caves du Château communal en vestiaires pour la plaine des sports du Parc Communal";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Auteur de projet pour la transformation des caves du château communal en vestiaires pour la plaine des sports du Parc Communal", le montant estimé s'élève à 45.000,00 € hors TVA ou 52.809,92 €, TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 764/73360.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

DECIDE d'approuver :

Par 17 voix pour, 0 voix contre, 3 abstention(s)

Article 1er. - Le cahier des charges N°. 38/2008 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Auteur de projet pour l'assainissement et la transformation des caves du Château communal en vestiaires pour la plaine des sports du Parc Communal", établis par les services des Finances et des Travaux de l'Administration Communale de Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 45.000,00 € hors TVA ou 52809,92 €, TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 764/73360.2008. Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 4. - La présente délibération est exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. FINANCES – TARIF DE LOCATION SALLE CULTURELLE JACQUES GALANT - ADAPTATION DE L'ANNEXE 2 SUIVANT NOUVELLE INFRASTRUCTURE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que des travaux d'aménagements ont été réalisés dans la salle « Jacques Galant » par le service des travaux de l'Administration Communale;

Attendu que suite à ces travaux, la cuisine a été transformée en bar permanent;

Attendu que le Conseil Communal, en séance du 13 novembre 2007, a approuvé un règlement communal relatif à l'occupation de locaux communaux;

Attendu que l'annexe 2 du présent règlement doit être revue afin d'apporter les modifications quant à l'inventaire existant de la salle « Jacques Galant »;

Décide à l'unanimité :

De modifier l'annexe 2 du règlement relatif à l'occupation de locaux communaux comme suit :

ANNEXE 2 - Conditions particulières d'occupation de la salle des Fêtes « Jacques Galant » à Jurbise
--

Cette salle est équipée d'un bar (non pourvue de vaisselle)

Tarif

Le podium peut être loué pour le prix forfaitaire de 150 €.

Le loyer du bar est à ajouter au prix de base.

Le nettoyage de la salle est facturé au prix forfaitaire de 100 €.

Pour l'occupation par des associations reconnues hors entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 450 €
- par ½ jour : 275 €
- par soirée (à partir de 18h) : 275 €
- bar : 150 €.

Pour l'occupation par des associations reconnues de l'entité les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 200 €
- par ½ jour : 125 €
- par soirée (à partir de 18 h) : 125 €
- bar : 75 €.

La garantie locative s'élève à 200 €. Les clefs seront remises après réalisation de l'état des lieux d'entrée et du paiement de la garantie locative.

La garantie locative sera restituée après l'état des lieux de sortie réalisé en présence d'un agent communal.

Il est interdit de stationner du matériel et des véhicules sur l'esplanade en pierre bleue située en front de la salle culturelle Jacques Galant.

Il est interdit d'utiliser le matériel stocké dans la salle.

10. FINANCES – REGLEMENT ET TARIF DES GARDERIES ORGANISEES APRES 18H30 DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES COMMUNAUX DURANT L'ANNEE SCOLAIRE - APPROBATION

Madame SENECAUT demande de revoir la formulation de la délibération afin que la personne qui est pénalisée, soit bien celle responsable de la reprise tardive de l'enfant et non par exemple la personne qui en a légalement la garde.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu l'arrêté royal du 27 février 2003 portant sur la réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié par les arrêtés du 24 septembre 2003 et 28 avril 2004;

Vu les charges importantes générées par l'organisation et le maintien des garderies dans les établissements scolaires communaux durant l'année;

Vu le nombre de parents qui reprennent leur enfant au-delà de 18h30 (heure officielle de la fin de la garderie);

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré;

Arrête à l'unanimité :

Article 1^{er}

Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012 inclus, un tarif pour l'accès aux garderies scolaires organisées pendant les années scolaires **au-delà de 18h30**.

Article 2

Les frais d'heure de garderie sont dus par la/les personne(s) responsable(s) de l'enfant qui a bénéficié du service de garderie c'est-à-dire par ses parents ou alliés jusqu'au 4^{ème} degré en ligne directe ou collatérale ou tuteur.

Dans le cas de couples divorcés, la personne responsable de l'enfant sera fixée en tenant compte du parent qui avait légalement la garde de l'enfant le jour de la reprise tardive.

Article 3

Le tarif est établi comme suit :

- de 7h00 jusqu'au début des cours, durant le temps de midi et le soir jusqu'à 18h30 l'accès est gratuit pour tout enfant inscrit et fréquentant les cours de l'établissement scolaire.
- tout retard dépassant les 18h30 sera facturé à 5 € par quart d'heure.

Article 4

Le paiement devra s'effectuer dans les 30 jours de l'envoi de la déclaration de créance.

Article 5

A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Article 6

La présente délibération sera transmise simultanément aux Directrices des Ecoles Fondamentales de Jurbise, à Monsieur le Receveur Communal et au Gouvernement wallon pour disposition.

**11. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL
SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN – COMPTE 2007 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2007 se clôture au montant de 41.366,03€ en recettes et 27.756,70 € en dépenses, soit un excédent de 13.609,33 €. L'intervention communale est de 6.238,88 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 2 abstentions, sur le Compte de l'exercice 2007 de la fabrique d'église Notre-Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean.

**12. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE LA FABRIQUE
D’EGLISE SAINT PIERRE A MASNUY-SAINT-PIERRE DE L’EXERCICE
2008 DU SERVICE ORDINAIRE - AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Saint Pierre de Masnuy-Saint-Pierre dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	13.441,50
Recettes en plus :	0
D'après le budget initial : Dépenses :	13.441,50
Dépenses en plus :	0
Nouveau Résultat : Recettes :	13.441,50
Dépenses :	13.441,50

Il n'y a pas de supplément communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Saint Pierre de Masnuy-Saint-Pierre.

**13. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE LA FABRIQUE
D’EGLISE SAINT MARTIN A HERCHIES DE L’EXERCICE 2008 DU
SERVICE ORDINAIRE – AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Saint –Martin de Herchies dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	25.323,00
	Recettes en plus :	117,00
D'après le budget initial :	Dépenses :	25.323,00
	Dépenses en plus :	142,00
Nouveau Résultat :	Recettes :	25.440,00
	Dépenses :	25.465,00

Le supplément communal s'élève à 25,00 euros.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Saint Martin de Herchies.

13. BIS. TRAVAUX – EGOUTTAGE DES RUES FRANC BOUDIN ET D'ERBISOEUL – AVENANT N°1 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder à des travaux modificatifs et à des travaux supplémentaires dans le cadre de l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 13.06.2006, approuvant le cahier spécial des charges et le devis estimatif, fixant le mode de passation de marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la délibération du Collège Communal, en sa séance du 12.11.2007, désignant la S.A. TRAVEXPLOIT à Ragnies en qualité d'adjudicataire au montant de 499.912,53 EUR T.V.A.C. pour exécuter les travaux d'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu le contrat d'agglomération n° 53044/02-53044 conclu le 26.04.2004 entre la Commune de Jurbise, la Région Wallonne, la S.P.G.E. et l' I.D.E.A.;

Vu l'avenant n° 1 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 71.023,40 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E.;

Attendu que le montant initial du marché augmenté du montant de l'avenant n°1 est de 585.850,84 EUR T.V.A.C.;

Attendu que le montant de l'avenant n°1 est supérieur à 10 % du montant initial du marché;

Vu l'inscription d'un montant 202.723,81 EUR à l'article 877.05/732-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2007;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver l'avenant n°1 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues des Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. – D'approuver l'avenant n°1 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc et d'Erbisoeul, et ce au montant de 71.023,40 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E.

Article 2. – D'octroyer à l'entrepreneur un délai supplémentaire de 10 jours ouvrables pour réaliser les travaux définis dans le présent avenant.

Article 3. – De soumettre le présent dossier à l'approbation à l'I.D.E.A.

Article 4. – De transmettre extrait de la présente délibération au Hainaut Ingénierie Technique, à l'I.D.E.A. et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

14. TRAVAUX – ECLAIRAGE PUBLIC – ADHESION A L'APPEL A PROJETS AU PLAN AIR CLIMAT 2008 – DOSSIER DE CANDIDATURE – SOLLICITATION DE LA SUBVENTION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la circulaire du 26.06.2008 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique relative au Plan Air Climat;

Vu l'appel à projets en matière d'éclairage public lancé dans le cadre du Plan Air Climat;

Attendu qu'une subvention de 80 % du montant total des travaux subsidiables et d'un montant maximum de 150.000 € peut être octroyée à la Commune si le dossier de candidature est retenu;

Vu la volonté de la Commune d'exécuter un investissement pertinent au niveau de l'éclairage public tout en réalisant des économies d'énergie, d'accroître la sécurité des usagers les plus vulnérables ainsi que celle des riverains et d'améliorer la convivialité des lieux;

Vu le dossier de candidature rédigé en collaboration avec l' I.E.H.;

Vu le devis estimatif des travaux au montant de 179.700,00 € T.V.A. comprise;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver l'adhésion à l'appel à projets, le dossier de candidature et la sollicitation de la subvention, ainsi que de préciser l'année d'imputation de la dépense ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'adhésion à l'appel à projets lancé par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique dans le cadre du Plan Air Climat, avec imputation de la dépense sur l'année 2008.

Article 2. - D'approuver le dossier de candidature relatif au Plan Air Climat et le devis estimatif de 179.700,00 € T.V.A. comprise.

Article 3. - D'approuver la sollicitation de la subvention auprès du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique.

Article 4. - D'inscrire les crédits nécessaires pour couvrir la dépense par voie de modification budgétaire n° 2 du budget extraordinaire de l'exercice 2008.

Article 5. - De transmettre un extrait de la présente délibération au Ministère de la Région Wallonne D.G.P.L., à l'I.E.H. et à Monsieur le Receveur pour disposition.

15. QUESTIONS ORALES

La Présidente donne connaissance au Conseil Communal des chiffres de la rentrée scolaire dans les différents sites communaux.

Monsieur MULLER regrette, au nom du groupe CDH, que dans le Jurbiseinfo du mois d'août 2008, le Collège Communal se soit attribué l'initiative de la réhabilitation de sentiers, hors que celle-ci a été initiée et défendue par un citoyen. Il demande qu'un rectificatif soit inséré dans le prochain Jurbiseinfo.

Monsieur MULLER déplore que le bâtiment sis rue du Moustier n°10, initialement prévu pour devenir la conciergerie communale ait été loué à l'A.S.B.L. ALE et Titres Services, sans que le Conseil Communal n'en soit informé.

Mademoiselle GALANT rétorque que cela étant de la gestion journalière, la décision incombe au Collège Communal.

Monsieur MULLER déplore que le C.P.A.S. effectue des travaux important de réfection à la toiture du bâtiment de Masnuy-Saint-Jean, sans y avoir prévu l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques.

Mademoiselle MORCLETTE demande si le Collège Communal a connaissance d'un projet de lotissement au carrefour du chemin du Rissouris et du Chemin de Mons.

La Présidente répond négativement.

Mademoiselle MORCLETTE demande à Monsieur HORNY, Echevin des Travaux, quelques informations sur l'évolution des chantiers sis rue de l'Eglise à Masnuy-Saint-Jean et rue d'Erbisoeul à Herchies.

Monsieur HORNY dresse un état des lieux des deux chantiers.

Mademoiselle GALANT remercie, au nom du Conseil Communal, Monsieur COPENAUT, pour les nombreuses années qu'il a consacrées à l'Administration et lui souhaite une bonne retraite.

HUIS-CLOS

...